

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 24 (1998)
Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN / RECENSIONS CRITIQUES BOOK REVIEWS

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Astrid Stuckelberger,
François Höpflinger, *Vieillissement
différentiel : hommes et femmes*,
Zürich, Seismo, 1996, 192 p.

La question de départ de ce dossier de recherche porte sur l'augmentation de la longévité depuis le début du siècle entraînant de nombreuses transformations sur l'ensemble de la vie sociale. L'augmentation numérique des personnes âgées renouvelle la problématique du vieillissement dans les champs médicaux, sociologiques, psychologiques, économiques, juridiques, etc.

S'appuyant sur une littérature abondante et féconde provenant de perspectives théoriques très diverses, les auteurs dressent un portrait contrasté de la recherche gériatrique contemporaine, de sa quête d'explications entre l'inné et l'acquis, entre le biologique, le psychologique et le social. Par la description documentée des grands thèmes, tels que la longévité différentielle, le développement psychologique, les événements de vie, les conditions sociales et économiques des personnes âgées et leurs relations sociales et familiales, ils s'attachent à mettre en évidence les facteurs favorables, présents dans les parcours féminins et masculins, menant à une vieillesse réussie mais aussi, par cette approche différentielle selon le sexe, les discriminations issues de ces parcours inégaux.

Par exemple, A. Stuckelberger et F. Höpflinger montrent à travers un des enjeux majeurs du vieillissement – la surmortalité masculine – la multiplicité et l'intrication des facteurs conduisant à ce paradoxe selon lequel la partie globalement la moins favorisée socialement de la population vit nettement plus longtemps que la partie la plus privilégiée en termes de formation, de qualification, de ressources économiques, de statut social.

L'écart d'espérance de vie entre les deux sexes au profit des femmes, avéré dans nos types de société, est à considérer selon des perspectives théoriques différentes. Les facteurs avancés pour expliquer la plus grande longévité féminine sont autant d'ordre biologique et héréditaire que liés aux conduites adaptatives ou aux conditions de vie, sans présumer d'un lien univoque de causalité. Dans l'état actuel des connaissances, il n'est en effet pas possible d'attribuer aux seules lois biologiques un tel écart (6,7 années d'espérance de vie à la naissance de plus pour les femmes). En dehors des facteurs biologiques mal définis qui expliqueraient la surmortalité masculine, notamment dans les premières années de la vie, la majorité des raisons invoquées portent sur les conditions de travail (secteurs d'activités et métiers à risque), sur les habitudes de vie différentes des hommes et des femmes (comme celles liées à l'alcoolisme ou au tabagisme, souvent associées aux con-

ditions de travail), sur des différences liées à la personnalité (par exemple, les hommes seraient plus agressifs et prêts à adopter davantage de comportements à risque, y compris les risques de morts violentes), et sur des différences de comportements face à la maladie et au handicap.

Bien que l'argument d'une plus grande fragilité biologique ait souvent été évoqué lors du vieillissement, de manière contradictoire d'ailleurs, pour différencier un sexe fort d'un sexe faible, le biologique est toujours traité socialement.¹ Les femmes vivent plus longtemps que les hommes, certes, mais dans quelles conditions ? Les inégalités dans les parcours féminins et masculins tout au long de la vie se répercutent, voire se renforcent lors de la vieillesse, par exemple, la plus grande pauvreté des femmes liée à une insuffisance structurelle des systèmes de sécurité sociale et à la faiblesse de leurs gains propres constitués au cours de carrières souvent discontinues (particulièrement pour les femmes âgées actuellement). Les situations sociales différentes des femmes et des hommes, issues de la division sexuelle du travail et des discriminations socio-professionnelles qui défavorisent les femmes, vont creuser les inégalités lors du vieillissement et mener souvent à une «double discrimination (en tant que femme et en tant que personne âgée)» (p. 151).

Dans le paysage de la vieillesse particulièrement féminisé, il s'agit aussi de critiquer l'approche androcentriste des connaissances en gérontologie et de débûquer les stéréotypes négatifs de la vieillesse issus de cette féminisation. Tout comme il est urgent de reconnaître et de rendre visible le travail informel de soins et d'aide, apporté majoritairement par les femmes, qui représente de véritables ressources occultées par les coûts visibles de la dépendance du grand âge. Le vieillis-

sement généralisé de la population dans nos types de sociétés intéresse les politiques sociales, les politiques de santé au même titre que les politiques d'égalité entre les sexes. Le poids démographique que représentent les femmes lors de la vieillesse devrait jouer en leur faveur et «leur donner une légitimité supplémentaire pour jouer un rôle politique et économique» (p. 153). A cet égard, le dossier de recherche proposé par A. Stuckelberger et F. Höpflinger ouvre des pistes de réflexions, parfois criticables, mais toujours productives de nouvelles interrogations sur le vieillissement et les vieilleses.

Anne Bardet Blochet
Unité d'Investigation Clinique
HUG Belle-Idée
Genève

Eva Nadai, *Gemeinsinn und Eigennutz. Freiwilliges Engagement im Sozialbereich*, Verlag Paul Haupt, Bern u. a. 1996, 259 Seiten

Innerhalb der Debatte über die Modernisierungsprozesse im sozialen Dienstleistungssektor kommt der Frage nach den Bedingungen für die Aufrechterhaltung des Engagements der Gesellschaftsmitglieder für freiwillige Arbeit keine geringe Bedeutung zu. Dies nicht nur deshalb, weil es sich um gesellschaftlich notwendige Arbeit handelt. Vielmehr gilt das Maß an freiwillig, ehrenamtlich, unbezahlt erbrachter Arbeit jenseits von Selbst- und Nachbarschaftshilfe als Indikator für den Zustand des Sozialen im Sinne der Sozialintegration und Solidarität. Angesichts der für die (westlichen) Sozialstaaten und Risikogesellschaften typischen biographischen und sozialräumlichen Entgrenzung und Individualisierung sozialer Problemlagen gewinnt das Thema Freiwilligenarbeit seine besondere Aktualität. Die von

1 Hérítier, Françoise (1996), *Masculin/Féminin – La pensée de la différence*, Paris: Ed. Odile Jacob.

Nadai vorgelegte empirische Untersuchung nimmt dieses Thema auf und verfolgt die Frage nach dem persönlichen Nutzen der Freiwilligenarbeit im Kontext der individuell-biographischen und institutionell-organisatorischen Voraussetzungen und Bedingungen der Freiwilligentätigkeit und -karriere im Sozialbereich.

Im einleitenden Teil werden die verschiedenen Ebenen der theoretischen Betrachtung von Freiwilligenarbeit erörtert und eine systematisch-kritische Einordnung des Untersuchungsthemas in den zeitgenössischen sozialwissenschaftlichen Diskurs vorgenommen; der Fokus liegt durchgängig auf der Kategorie Geschlecht. Daran schließt sich eine Auseinandersetzung mit dem im engeren Sinne sozialpädagogischen Stand der Forschung an (Jakob, Winkler, Backes, Wallimann), auch hier wiederum in kritischer Perspektive. Angesichts der beiden für diesen Forschungsbereich festgestellten falschen Alternativen, dem „male“ und dem „female bias“, wird die von der Autorin (und B. Hess) durchgeführte Analyse gleichsam zum dritten Weg. Der male bias gilt für solche Untersuchungsansätze, bei denen die Freiwilligenarbeit im Zusammenhang mit dem Beruf erfaßt wird. Hier erscheint die Freiwilligenarbeit als Ausdruck des Strebens nach Macht und Ehre und in der – typisch männlichen – Form des Ehrenamts, die weibliche Freiwilligenarbeit als Ausdruck eines „weiblichen Arbeitsvermögens“. Zum female bias kommt es in solchen Untersuchungen, in denen die Freiwilligenarbeit im Zusammenhang mit Hausarbeit erfaßt wird. Hier erscheint die Freiwilligenarbeit als Ausdruck von Helfertum und Altruismus in der – typisch weiblichen – Form der Basisarbeit (27).

Um die Vereinseitigung der Perspektive in der einen oder anderen Richtung zu verhindern, wird in der Studie von Nadai der *private Nutzen der Freiwilligenarbeit im Kontext der Biographie* sowie im Kontext der durch die Organisationstypen im sozialen Dienstleistungssektor

gegebenen Chancenstrukturen zum Gegenstand der Untersuchung gemacht. Geschlechtsspezifische Differenzen hinsichtlich der subjektiven Bedeutung der Freiwilligenarbeit werden so der empirischen Beobachtung nicht vorausgesetzt, sondern in sie eingeholt (35 ff.). Im Ergebnis kommt die Untersuchung zu einem „Modell der Freiwilligenkarriere“ (52), das den Zusammenhang von privatem Nutzen, Tätigkeitsform (Basisarbeit/Ehrenamt) und Laufbahn der Freiwilligenarbeit aufhellt.

Als methodisches Design für die Abarbeitung der „Fragestellung nach der persönlichen Funktion von Freiwilligenarbeit in der Biographie der Freiwilligen und den Wechselwirkungen zwischen freiwilligem Engagement und anderen Lebensbereichen“ (40) wurde die Verstehende Strukturanalyse gewählt, wie sie von U. Gerhardt bei der Untersuchung von Patientenkarrieren entwickelt wurde. Es handelt sich um ein offenes Erhebungs- und nicht-standardisiertes sequenzanalytisches Auswertungsverfahren. Den 25 problemzentrierten Interviews (Witzel) gingen Leitfadeninterviews mit ExpertInnen aus sechs unterschiedlichen Organisationstypen voraus, eben denjenigen, aus denen die Freiwilligen rekrutiert wurden. Sie reichen von der Sozialbehörde bis zu einer Einrichtung der Dezentralen Drogenhilfe und wurden systematisch ausgewählt, um das Spektrum von Organisationstypen als Chancenstruktur hinsichtlich eines privaten Nutzen und einer Freiwilligenkarriere möglichst breit abzudecken (45). Auf der Basis der qualitativ generierten Ergebnisse wurde eine standardisierte schriftliche Befragung von 593 Freiwilligen (Rücklauf 52%) durchgeführt.

Die Ergebnisse der Auswertung der Interviews mit den Freiwilligen werden in den Kapiteln 3–6 prägnant und übersichtlich dargestellt. Zunächst werden die verschiedenen Determinanten der Freiwilligenkarriere, Geschlecht, soziale Lage/Milieu, Ressourcen im Sinne Bourdieus, Organisation u. a. differenziert (Kap. 3),

sodann die Chancenstrukturen der untersuchten Organisationen unter dem Gesichtspunkt des persönlichen Nutzens für die Freiwilligen (Kap. 4). Hierzu gehören z. B. Ausführungen über Handlungsspielräume und Interaktionschancen, die die verschiedenen Organisationen zu bieten haben oder auch Lern- und Entwicklungschancen. Des weiteren werden – gestützt von den Ergebnissen der standardisierten Befragung – die Lebenssituation der Freiwilligen, z. B. Familiensituation, Bildung, Milieu etc., und die Ressourcen oder Voraussetzungen, die sie für ihre Tätigkeit mitbringen, ausdifferenziert, z. B. soziale und Zeitressourcen.

Das Engagement der Person für die Freiwilligenarbeit, also die innere Beziehung zur Tätigkeit, wird in Kapitel 6, „Motivation und Handlungsmuster“, behandelt und – dem gewählten Untersuchungsansatz entsprechend – in idealtypisierender Betrachtung des empirischen Fallmaterials zu drei „Handlungstypen“ der Freiwilligenarbeit ausgeformt. Das ist einmal der Typus der HelferInnen. Er korrespondiert mit einer sozialintegrativen Motivation und einem Engagement für die Basisarbeit der Hilfe, d. h. die KlientInnenarbeit. Bei diesem wie auch dem nächsten Typus, dem durch ein „Gesellschaftsethos“ motivierten Handlungstypus der „Elite“, also der Mittel- und Oberschicht, handelt es sich, wie die Autorin bemerkt, um klassische Ausdrucksformen sozialen Engagement; klassisch sowohl hinsichtlich ihrer Geschlechts- und Schichtzugehörigkeit als auch ihrer Ressourcen wie z. B. Bildung und Sozialstatus. Mit dem dritten Typus der „Engagierten“ werden diejenigen erfaßt, die sich in der Situation einer diffusen biographischen Neuorientierung und um einer schwelenden oder manifesten Krise Einhalt zu gebieten, für die Freiwilligenarbeit engagieren. Der Handlungstyp der „Engagierten“ und sein Motivationstyp „Kompensation“ läßt in der Freiwilligenkarriere, anders als die beiden oben genannten, sowohl Basisarbeit

als auch ein Ehrenamt zu. Das HelferInnen-Muster verbindet sich demgegenüber mit Basisarbeit, das Elite-Muster mit dem Ehrenamt.

Die beiden letzten Kapitel der Studie beleuchten die drei Handlungs- und Karrieretypen auf der Grundlage der Ergebnisse der standardisierten schriftlichen Befragung. Die Analyse kommt hier zu Aussagen über Zusammenhänge zwischen den Handlungstypen und z. B. Ausbildung, Einstiegsalter in die Freiwilligenkarriere, Zeitaufwand und Belastung etc. Interessant ist hier v. a. das Kapitel über das Enttäuschungspotential, das die drei Handlungstypen bergen. Insgesamt laufen die Ergebnisse auf typusspezifische Unterschiede der Freiwilligenarbeit hinaus, „die sich auf der Ebene der sozialen Kategorien ‚Frau‘ und ‚Mann‘ zu einer großen Differenz summieren.“ (245) Zwar sind die Handlungstypen nicht an das Geschlecht gebunden, aber dadurch, daß sie durch den Filter der sozialen Organisationen und individuellen Ressourcen der Freiwilligen vermittelt sind, tun sie ihre Wirkung im Sinne der geschlechtsspezifischen Segregation des Freiwilligen-sektors.

Die Studie arbeitet das Thema Freiwilligenarbeit auf der Ebene des sozialwissenschaftlichen Diskurses und der Ebene individualbiographischer Sinnschöpfung ab. Sie gewinnt darüber hinaus eine gewisse quantitative Repräsentativität durch eine eigene standardisierte Erhebung. Hervorzuheben ist, daß bei der Behandlung des Themas auch auf den Stand der Forschung über die Nachbarländer Österreich und Deutschland eingegangen wird. Die Darstellung des gewählten Untersuchungsansatzes erfolgt in der bewährten Form der Herausarbeitung der Defizite und Vereinseitigungen bisheriger Forschungen. Ein leiser Zweifel macht sich daran fest, daß die Gültigkeit der Ergebnisse der standardisierten Befragung auf zwei der drei qualitativ erschlossenen Handlungsmuster eingeschränkt werden muß. Dies

läßt auf eine Unschärfe im Erfassen des dritten Typs, der „Engagierten“ schließen. Dies hat möglicherweise mit einer Differenzierung der Variable soziale Schicht/soziales Milieu zu tun, die der tatsächlichen Individualisierung von Lebenslagen in der Risikogesellschaft nicht gerecht wird, möglicherweise aber auch schon mit der Auswahl der Personen für das Freiwilligen-Interview, über die man nichts erfährt, die aber gerade in der qualitativen Sozialforschung mit ihren kleinen Fallzahlen von großer Bedeutung ist. Davon abgesehen, bietet die Studie einen exemplarischen Einblick in die Reproduktion des Geschlechterverhältnisses im Sozialbereich und auf dem Gebiet der Freiwilligenarbeit.

Ulrike Nagel
Institut für Soziologie
Friedrich-Schiller-Universität Jena

Alternative Solidaire, Quand le marché fait école. La redéfinition néo-libérale du système de formation suisse. Enjeux, conséquences et ripostes, Lausanne, Ed. d'En Bas, 1996, 200 p.

«Les projets de «réformes», d'«adaptations» et de «rénovations» concernant le système éducatif suisse à ses divers échelons se succèdent depuis quelques années. Sous ces termes attrayants se profilent en fait des changements profonds, une véritable redéfinition, qui répond à un objectif de fond : mettre la formation à l'école du marché. En d'autres termes, adapter le système éducatif aux exigences actuelles des milieux dominants, en remettant en cause un nombre important de droits et d'améliorations obtenus au cours des décennies précédentes» (p. 7). Dès son avant-propos, l'objectif de ce livre, fruit d'un travail collectif effectué par des jeunes en formation, est donné : docu-

menter et démontrer la tentative de redéfinition néo-libérale du système de formation pour mieux s'y opposer.

Le point d'ancrage de l'argumentation néo-libérale réside dans l'endettement des collectivités publiques. Pour les auteurs, il s'agit là d'un faux problème puisque «les déficits et l'endettement des collectivités publiques sont loin d'atteindre les sommets vertigineux qu'on nous décrit habituellement : rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB), l'endettement brut de toutes les collectivités publiques en Suisse (communes, cantons et Confédération), y compris les assurances sociales, n'est pas particulièrement plus fort en 1994 (il est de 40,4%) qu'en 1970 (40,0%) et en 1980 (45,3%)» (p. 18). Si les milieux néo-libéraux ont fait de la lutte contre l'endettement des collectivités leur cheval de bataille, c'est non seulement avec l'objectif de rendre la diminution des dépenses publiques dans tous les domaines acceptable par la population, mais c'est aussi dans le but d'essayer d'imposer une redéfinition des prérogatives de ces collectivités.

Pour Alternative Solidaire, la redéfinition néo-libérale du système de formation se manifeste par quatre tentatives : l'interruption du processus de démocratisation des études, la revalorisation de la formation professionnelle duale, la marchandisation de la formation, la remise en cause des acquis des femmes dans la formation.

Pour les auteurs, il est incontestable que la démocratisation des études n'a pas réalisé l'égalité des chances entre élèves et que l'origine sociale, la nationalité et le genre restent des facteurs discriminants pour la réussite scolaire. Néanmoins, le processus de démocratisation, enclenché à partir des années '60, a permis globalement une élévation sensible de la culture générale. Les classes d'âges en ayant bénéficié ont atteint un niveau de formation et des qualifications professionnelles plus élevés que les générations

précédentes. Ces résultats inciteraient non seulement à poursuivre, mais aussi à renforcer les efforts en vue d'une démocratisation de la formation en Suisse. Notamment en ce qui concerne l'accès aux hautes écoles qui est jugé très restrictif par les experts de l'OCDE. Or, sur la base de citations particulièrement édifiantes et d'exemples de mesures concrètes (hausse des taxes universitaires, limitation de la durée des études, renforcement de la sélectivité de la première année académique, etc.), Alternative Solidaire relève que «La direction suivie par la classe dirigeante apparaît donc aussi bien dans ses prises de positions que dans les mesures introduites : on va vers une interruption de l'accroissement du nombre d'étudiantEs, voire une diminution. Voilà qui marque un coup d'arrêt au processus de démocratisation des études, qui passait précisément par un élargissement de l'accès aux Hautes Ecoles» (p. 56).

L'interruption du processus de démocratisation des études rend nécessaire, en contrepartie, une revalorisation de la formation professionnelle en général et du système dual en particulier. Ce dernier traverse une crise multidimensionnelle sérieuse. A cause de la conjoncture économique notamment, les entreprises engagent moins d'apprentis. Elles sont aussi plus sélectives au recrutement. Néanmoins, elles utilisent plus fréquemment les apprentis comme une main d'oeuvre destinée à être rapidement productive et dont la formation professionnelle générale passe au second plan. Dans ces conditions, l'apprentissage perd de son attractivité auprès des jeunes. La création de nouvelles filières de degré tertiaire sous forme de Hautes Ecoles Spécialisées (HES) pourrait présenter l'opportunité d'une véritable revalorisation du système de formation professionnelle, notamment en proposant un élargissement de l'accès à des degrés supérieurs. Mais en limitant principalement aux domaines techniques et commerciaux les HES, on rend leur acces-

sibilité sélective aux seuls apprentis formés dans ces champs. En outre, l'on risque de dévaluer du même coup les écoles déjà existantes qui offrent des formations professionnelles de degré tertiaire dans les domaines paramédical, social, artistique ou artisanal.

La marchandisation est déjà à l'oeuvre dans certains secteurs de la formation en Suisse. Ainsi, les cours de formation continue dépendent à 80% d'organismes privés. Quant au secteur recherche et développement, il est financé à 75% par des fonds privés. Pour Alternative Solidaire, la classe dirigeante cherche à étendre ces relations privilégiées entre la formation et les entreprises en entamant «un processus de privatisation de la formation publique» (p. 111).

Si des projets et des propositions visant à favoriser la libéralisation concernant tous les niveaux de l'enseignement et de la formation se sont exprimés ces dernières années, c'est dans les universités que les prémisses d'une réforme néo-libérale sont particulièrement sensibles : «La privatisation des études universitaires ne signifie pas, pour l'instant, un désengagement total de l'Etat, mais bien l'introduction dans les Hautes Ecoles d'une série de mécanismes spécifiques à la logique marchande» (p. 124).

Un premier mécanisme est l'accroissement du financement par le secteur privé d'enseignements et de recherches dans les Hautes Ecoles, évidemment essentiellement dans des disciplines et des domaines profitables aux entreprises. Le deuxième mécanisme mis en oeuvre vise à transformer le rapport des étudiants à la formation, à les faire passer du statut d'usager à celui de consommateur, notamment en haussant les taxes universitaires et en les amenant ainsi à payer plus cher leur formation. La constitution de «centres de compétence» par une coordination accrue entre universités apparaît aussi comme un mécanisme de marchandisation de la formation universitaire. Ce projet vise

explicitement une répartition des tâches entre les universités et une rationalisation globale des dépenses. L'une des conséquences d'une mise en application stricte de ces principes pourrait être une limitation de l'offre dans chaque site académique. Enfin, sous le prétexte fort louable d'un rapprochement avec la cité, un quatrième mécanisme favorisant la privatisation des Hautes Ecoles est apparu : «[...] la participation du secteur privé aux prises de décisions est introduite par le biais de nouvelles structures nommées Conseils académiques, supplantant les anciens organes de pouvoir et inspirées par les conseils d'administration des sociétés anonymes. Ces Conseils académiques sont généralement présentés comme des structures permettant de rapprocher la «cité» de l'université. Dans les faits, le rapprochement se fait exclusivement avec les entreprises et leurs représentantEs» (p. 138).

Le chapitre proposant un bilan au sujet de l'égalisation des chances entre hommes et femmes face à la formation éclaire sous un autre angle la problématique déjà abordée dans la partie sur la démocratisation des études, à savoir la fonction reproductrice des rapports sociaux que joue le système éducatif; question bien connue des sociologues. Le contenu de l'enseignement, la faible proportion de femmes au sein du corps enseignant des degrés supérieurs et les différences d'attitudes pédagogiques envers les élèves selon leur sexe sont des facteurs qui se combinent pour amener les jeunes filles à assimiler un «rôle social subordonné», à se comporter conformément à des modèles sexuels stéréotypés. Ce processus a des répercussions directes sur les trajectoires de formation (interruptions plus nombreuses, choix de filières plus courtes, orientation vers des professions typées) et donc sur les choix et les possibilités d'insertion professionnelle ultérieurs.

En conclusion, les auteurs esquissent une riposte à l'offensive néo-libérale en proposant une véritable démocratisation

des études qui se donnerait pour objectif d'apporter à tous les jeunes une formation polyvalente, publique, participative, critique et épiciène.

Avec cette étude Alternative Solidaire renoue avec une approche «militante» qui bien qu'appartenant à la tradition des sciences sociales s'est faite extrêmement rare de nos jours.

Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage que de proposer un regard critique sur les projets et les décisions concernant le système éducatif suisse alors même que la majorité des recherches subventionnées par le programme national de recherche 33 (Efficacité de nos systèmes de formation) semblent privilégier des conceptions didactiques ou techniques de l'efficacité. Un peu comme si le système de formation n'était confronté qu'à des problèmes pratiques et à des individus. Ou comme si le système de formation était hors d'atteinte de toute influence des conflits sociaux et exempt de tout effet sur leur déroulement ! En ne taisant pas leur indignation face à une pensée unique qui cherche à instrumentaliser la formation et qui, pour arriver à ses fins, évacue deux principes essentiels des sociétés démocratiques – la solidarité et la citoyenneté –, les auteurs nous invitent à ne pas oublier à quel point les choix en matière d'éducation et de formation sont politiques.

Evidemment, on peut reprocher aux auteurs un désir excessif de faire la démonstration de la réalité de l'offensive néo-libérale sur le système de formation. Cette volonté farouche les amène à sélectionner des données qui peuvent paraître hétéroclites, ainsi qu'à utiliser des schémas d'analyse ou des références théoriques qui datent. Le lecteur en est parfois irrité. De même lorsque les propos d'un chef d'entreprise se muent en discours de la classe dirigeante ou du patronat en général; c'est une manière de faire qui peut paraître discutable. Mais en fin de compte, c'est certainement là que réside l'intérêt majeur de ce petit ouvrage : amener à discussion.

Cela n'est pas si fréquent dans la production actuelle des sciences sociales.

Dominique Gros
Service de la recherche en éducation
Genève

Sandro Cattacin, Barbara Lucas, Sandra Vetter, *Drogenpolitische Modelle. Eine vergleichende Analyse sechs europäischer Realitäten, Göteborg, Rotterdam, Frankfurt, Lyon, Wallis, Modena, Seismo, Zürich 1996, 235 Seiten, SFr. 37.—, DM 46,25.*

Anhand von sechs Fallstudien, oder besser, anhand der Beschreibung der Drogenpolitik in fünf europäischen Städten (Göteborg, Rotterdam, Frankfurt, Lyon, Modena) und einem Schweizer Kanton (Wallis), versuchen Cattacin, Lucas und Vetter verschiedene drogenpolitische „Modelle“ vorzustellen.

Die Fallstudien konzentrieren sich auf die in den beschriebenen Gebieten tätigen Institutionen. Die Situation der Betroffenen wird kaum berücksichtigt. Die einzigen systematisch in allen Fallstudien erhobenen und nun publizierten Daten, auf deren Grundlage die „vergleichende Analyse“ der sechs „europäischen Realitäten“ aufbaut, sind institutionsbezogen: die „drogenpolitischen Aktivitäten der Akteure nach Bereichen“, die „wichtigste drogenpolitische Aktivität der Akteure im Drogenbereich“, die „Aktivitäten im Drogenbereich nach juristischem Status der drogenpolitischen Akteure“ und die „drogenpolitischen Akteure und Grad der Integration im drogenpolitischen Netzwerk“. „Integration im Netzwerk“ wurde schlicht und ergreifend mit Bekanntheitsgrad des Akteurs bei den anderen Akteuren und Grad der Zusammenarbeit zwischen denselben operationalisiert. Dies resultiert konsequenterweise in einer

Gesamtnabelschau der mit dem „Drogenproblem“ befassten Institutionen, und zwar von Polizei über Sozialarbeit, Caritas, Justiz, Gefängnis und medizinischer Versorgung bis hin zu Elternvereinen. Wie selbstverständlich erscheinen die Konsumierenden nicht als „Akteure“, sondern als Objekte. Das Ganze bleibt, was die Darstellung der Daten angeht, auf dem Niveau der Grundauszählung inklusive Prozentuierung. Korrelationsanalysen fehlen.

Sofern empirische Ergebnisse aus anderen Quellen verwendet werden, gehen die Autoren mit diesen sehr unkritisch um (S. 45): „Die Anzahl HIV-positiver Drogenabhängiger in ganz Schweden liegt im Januar 1993 bei 633 Personen (Veröffentlichung des Europarats, 1994).“ So genau wissen die das! Es trifft zwar zu, daß Schweden über ein sehr umfassendes, invasives und qualitativ hochstehendes epidemiologisches Meldewesen verfügt. Daß jedoch eine exakte Zählung HIV-positiver Drogenabhängiger, wohlverstanden anscheinend unter Einschluß derjenigen, die ihren Serostatus gar nicht kennen, überhaupt möglich sei, wagt kein schwedischer Epidemiologe zu behaupten. Fehlanzeige auch bei der Suche nach der „Veröffentlichung des Europarats, 1994“ im Literaturverzeichnis.

Der Abschnitt, der sich mit der drogenpolitischen Situation in Lyon auseinandersetzt, ist eine besondere Fundgrube für Ungereimtheiten. So erfährt man von den „Schätzungen eines Arztes, der in der Leitung des Gesundheits- und Sozialamtes des Bezirks arbeitet, [daß ...] in der Region mit rund 2000 Heroinabhängigen gerechnet werden“ muß. Weiter ist zu vernehmen, daß in diesem Bezirk 2,5% der französischen Bevölkerung lebt und die ermittelten regionalen Daten im landesweiten Durchschnitt liegen, immer mit Referenz auf die schon erwähnte ominöse Quelle Europarat 1994, „interne Dokumente der Präfektur“ und „vervielfältigte Manuskripte“. Nichts gegen qualifizierte

Archivarbeit, und tatsächlich ergibt sich aus diesen Zahlen laut Adam Riese eine hochgerechnete Zahl von ca. 80'000 Heroinabhängigen in Frankreich, die in etwa der offiziell genannten, doch wohl eher zu niedrigen Schätzgröße entspricht. Nun vernimmt aber der interessierte Leser vier Seiten weiter im Text, leider ohne Quellenangabe: „Zwei Drittel aller Ärzte verschreiben an Drogenabhängige Medikamente. Pro Jahr erhalten auf diese Weise rund 250'000 [sic!] Personen Substitutionsmittel. Bei der Hälfte der dabei verschriebenen Medikamente handelt es sich um Morphiumderivate [...]“. Es könnte nun schier der Eindruck entstehen, daß nicht nur die knapp 100'000 Abhängigen, sondern zusätzlich noch viele interessierte Hausmänner und Hausfrauen in den Wartezimmern der französischen Ärzte um Opiate anstünden. Die Autoren wissen auch über eine politische Kampagne gegen die „Gefälligkeitsdienste“ der Ärzte zu berichten (Quellenangabe: Charpak, zitiert nach Elchardus und Veddrine, Broschüre, Seite unbekannt). Während die Angabe, 25–30% der „Drogenabhängigen“ seien „HIV/Aids-positiv“ (das ist für injizierende Drogenkonsumierende eine sehr hohe HIV-Prävalenz, in der Schweiz liegt sie zur Zeit bei unter 10%, was immer auch Aids-positiv bedeuten mag) noch halbwegs glaubwürdig erscheinen könnte, ist die Information, 70% der Getesteten seien mit Hepatitis B und C infiziert, eher verwirrend. Gemeint ist wohl das Vorliegen eines positiven Antikörpertests auf HBV oder HCV.

Genügen leider die Fallstudien wissenschaftlichen Ansprüchen kaum, so findet sich doch Taugliches für den Leser, der ohne jegliche Vorkenntnisse die Situation der Drogenpolitik in verschiedenen Regionen Europas ungefähr beschreiben haben möchte. Die historischen, demografischen und politischen Beschreibungen runden das Bild ab. Störend ist hingegen die mangelnde Übersichtlichkeit und Systematik der Fallstudien. Viele in

Rahmen abgesetzte „Einschübe“ erschweren die Lesbarkeit und stören den Fluß des Textes. Dem Seismo-Verlag wäre es sehr zu danken gewesen, hätte er bessere Lösungen der Darstellungsform gefunden.

Der Abschnitt über den Kanton Wallis könnte wohl für Schweizer Leser interessant sein. Es handelt sich allerdings um die einzige Fallstudie im Buch, die sich nicht auf urbane Agglomerationen mit einer halben Million Einwohner oder mehr bezieht. Warum haben die Autoren nicht Bern, Zürich oder Basel als Vergleichsbasis gewählt? Der Autor dieses Abschnittes wird in einer Fußnote erwähnt: „Guylaine Dubois hat den größten Teil dieses Kapitels verfaßt und sämtliche benötigten Daten erhoben“. Der vorliegende Text war ursprünglich in französischer Sprache verfaßt, so daß sich bei der Übersetzung möglicherweise Ungenauigkeiten eingeschlichen haben. Es erstaunt aber zu erfahren, „Im Gefängnis von Crétalongue [...] seien] 1992 58% der Inhaftierten drogenabhängig“. Gemeint ist wohl die dem Westschweizer Konkordat zugehörige und im Kanton Wallis liegende Strafanstalt Crétalongue, die Platz für knapp sechzig erstmalige oder als ungefährlich eingestufte wiederholt eingewiesene Insassen aus der ganzen Westschweiz bietet. *Who is to blame*: der Lektor, der Übersetzer oder die Autoren? Leider werden auch die für die gesamte Schweiz vorhandenen systematischen und publizierten Datenbestände, die auch für das Wallis Aufschlüsse bringen könnten, nicht berücksichtigt.

Ohne Zweifel ist für die sechs Fallstudien umfangreiches Material zusammengetragen und referiert worden. Der Leser wird sich jedoch des Eindrucks einer gewissen „Schludrigkeit“ in der Darstellung nicht erwehren können. So etwa: „Dieser Interviewauszug zeigt ebenfalls, daß das Walliser Modell ständig auf neue Probleme agierte, indem diese zwar durch ein verbessertes Angebot aufgenommen, nie jedoch mit neuen Strategien angegangen wurden.“ Am störendsten an den gan-

zen Fallanalysen erscheint, daß dauernd von drogenpolitischen Modellen geredet wird. Der Text selbst und die Quellen lassen jedoch keinen Zweifel offen, daß es hier um die Darstellung des doch häufig akzidenziellen drogenpolitischen Gewurstels in verschiedenen urbanen europäischen Regionen (plus Wallis) geht. Es mangelt an einer systematischen Arbeit, die dem Anspruch einer „vergleichenden Analyse sechs europäischer Realitäten“ gerecht werden könnte.

Ab Seite 169 endlich findet dann der hoffnungsvolle und noch unentwegte Leser knapp 30 Seiten „Vergleichende Betrachtungen zur Drogenpolitik in Europa“. Es handelt sich um den im Titel des Buches versprochenen analytischen Text, der mit der Bemerkung „Wie die Fallstudien [...] zeigen, kann das ‚Drogen- und Suchtproblem‘ verschieden Formen annehmen und sehr unterschiedliche Formen und Angehensweisen hervorrufen“ eingeleitet wird. Eine wahre Bemerkung. Nur liest man im Buch nichts über Alkohol und Tabak oder auch nichts darüber, wie es denn mit der Definition und der Ausgestaltung des „Problems“ durch die „Akteure“ selber stehe.

Zu guter Letzt werden im vierten Kapitel auf knapp 20 Seiten Idealtypen drogenpolitischer Modelle herausgearbeitet. Auf drei theoretische Modelle (anarchistisches Modell, völlige Repression und völlige Liberalisierung) wird nur äußerst knapp hingewiesen, drei sogenannte komplexe Modelle (Modell der Schadensminimierung, therapeutisches Modell, Modell der Kontrolle) sind ausführlicher beschrieben, leider ohne jeglichen Rückgriff auf die Fallstudien. Das Ergebnis der Analyse und die Empirie selbst klaffen wie so häufig auseinander.

Zu wünschen wäre, abgesehen von wissenschaftlicher Qualität, eine etwas liebevollere und leserfreundlichere Aufarbeitung durch Verlag und Lektorat. Titel und Untersuchungsdesign scheinen ein bißchen der qualitativ unendlich viel bes-

seren Arbeit von Brömer, Heckmann und anderen (AIDS in großstädtischen Heroinszenen, Berlin, Amsterdam, Rom, 1988) abgekupfert, die allerdings im Literaturverzeichnis nicht zu finden ist. Trotz der vielen Mängel sei dem Versuch, Drogenpolitik in der Praxis darzustellen – die Autoren haben sich Mühe gegeben – auch etwas Gutes abzugewinnen: Die Publikation wird im Vorwort und auf der Rückseite des Umschlags von Philippe Lehmann, Chef der Sektion Drogen, Bundesamt für Gesundheit Bern, dem Auftraggeber der Studie, empfohlen.

Josef Estermann
ORLUX Sozial- und
Gesundheitsforschung
Luzern

Lilyane Deroche-Gurcel, *Simmel et la modernité*, Paris, P.U.F., 1997, 336 p.

La prochaine parution de la *Soziologie* en traduction française et, pour une fois, dans sa version intégrale témoigne du regain d'intérêt dont Georg Simmel fait l'objet en France depuis une quinzaine d'années. Sous l'impulsion conjointe de Julien Freund et de Raymond Boudon, diverses thèses de doctorat lui ont été récemment consacrées qui permettent de mieux saisir l'unité de l'oeuvre ainsi que sa portée contemporaine. L'ouvrage de Lilyane Deroche-Gurcel s'inscrit dans cette perspective qui consiste à traiter l'oeuvre comme un tout sans introduire de séparations artificielles entre périodes chronologiques ou préoccupations thématiques. Plutôt que de se fabriquer un Simmel sur mesure comme ce fut souvent le cas par le passé – et, il faut bien l'avouer, comme l'autorise une matière prolix – il s'agit de montrer qu'entre la sociologie, l'épistémologie et l'esthétique simmeliennes, non seulement les emprunts mais aussi

les points de recoupement s'avèrent nombreux et, surtout, suggestifs. Un penseur qui ne cesse de revenir sa vie durant sur les mêmes questions sans jamais se livrer à une autocritique explicite de ce qu'il avait écrit auparavant; un sociologue qui préfère se consacrer à son travail plutôt que de s'épuiser à répondre aux attaques d'Emile Durkheim; un philosophe qui tire profit de la lecture des poètes Stefan George ou Rainer Maria Rilke comme de la fréquentation des peintres, sculpteurs et architectes de son temps : autant de facettes d'une personnalité intellectuelle dont l'auteur souligne la liberté de ton, la probité et la fécondité jamais prises en défaut.

La première partie de son livre entend démontrer qu'à rebours des reproches formulés par Georg Lukacs qui, dès sa nécrologie de 1918, taxait son maître de «Monet de la philosophie auquel n'a encore succédé jusqu'à maintenant aucun Cézanne»,¹ les études consacrées aux arts par Simmel reviennent à appliquer au champ de l'esthétique des préceptes épistémologiques parallèlement définis, sinon pour la sociologie, du moins pour l'histoire. Ainsi le «relativisme non sceptique» qui caractérise son attitude face au problème de la vérité historique trouve-t-il son pendant dans le regard qu'il porte sur l'oeuvre d'Auguste Rodin. De même que «la vérité signifie une relation mutuelle de contenus dont aucun ne la possède par lui-même, exactement comme aucun corps n'est lourd par lui-même, mais uniquement – ainsi qu'il l'écrit à Rickert le 15 avril 1917 – dans une relation mutuelle avec un autre» (lettre citée p. 33), de même l'intérêt que présente le sculpteur, le caractère à la fois exemplaire et moderne de sa manière de procéder, vient de ce qu'il se concentre sur les relations entre les diverses parties de l'oeuvre, les tensions entre les membres, les points de

contact entre les corps. La vérité de son art tient au fait qu'il donne à voir, non pas l'expression de la subjectivité de l'artiste uniquement, mais bien son dépassement en une totalité pleinement achevée et, fût-ce à titre provisoire, objective. L'action réciproque, catégorie centrale de la sociologie simmélienne, se retrouve au coeur de son esthétique comme en témoignent par ailleurs ses réflexions sur la relation entre le son et le sens dans les poèmes de Stefan George.

Mieux vaudrait cependant selon moi parler de fécondation réciproque plutôt que d'application unilatérale de concepts ou de modes de raisonnement d'un domaine à un autre, car par-delà la sempiternelle question de la poule et de l'oeuf, il est tout aussi légitime de considérer que la perspective relationnelle dans laquelle se place Simmel lui a été inspirée par l'art de son temps et singulièrement par ces deux créateurs qu'il découvre, comme lui, hostiles au naturalisme, au réalisme, à l'académisme. Aussi n'y a-t-il aucune raison de privilégier la théorie de la connaissance comme voie d'accès à l'esthétique d'autant que la chronologie des textes montre un intérêt à la fois précoce et récurrent pour l'une comme pour l'autre. La confrontation entre ces différents textes et, notamment, la traduction d'extraits jusqu'ici peu commentés rendent visible l'unité de l'oeuvre par delà les disciplines qui se partageront plus tard l'héritage simmélien.

«Comprendre la détermination de la valeur économique et comprendre l'essence de la vérité, c'est tout un – indique l'auteur concernant la position qu'adopte Georg Simmel dans sa *Philosophie de l'argent*. La valeur, comme la vérité, est relative; donc elle n'est pas le fait d'un objet singulier considéré dans son unicité, il faut pour l'établir compter avec la dépense consentie pour un autre objet proposé en échange» (p. 35). Et de poursuivre : «De même que la valeur économique n'est jamais une valeur en soi,

¹ Lukacs, Georg (1988), En souvenir de G. Simmel, in: Georg Simmel, *Philosophie de l'amour*, Paris: Rivages, p. 190.

la vérité n'est jamais celle d'un contenu en soi, hors de toute relation avec d'autres contenus ou d'autres énoncés» (p. 35). Tout est relatif, ou plutôt : tout est relié. Le combat que mène Raymond Boudon contre le relativisme post-moderne trouve en Georg Simmel un précieux allié, dont on observera au passage que le propos inspirera par la suite Ernst Cassirer et, à travers lui, Pierre Bourdieu, qui ira répétant que le réel est relationnel ... Quant à la cohérence de la démarche simmélienne, elle ressort clairement de la confrontation entre son refus du réalisme historique – à savoir l'idée selon laquelle la tâche de l'historien serait de nous restituer une copie conforme du passé – et son insistance sur le fait que l'art est élaboration, mise en forme, stylisation du réel. Décrire, c'est interpréter, et connaître, c'est construire. Tant l'impressionnisme qui décalque les jeux de la lumière que l'expressionnisme qui reproduit les tourments de l'âme sacrifient au naturalisme et, ce faisant, manquent à la vocation de l'art telle que l'incarnent les statues de Rodin, les paysages de Böcklin ou les portraits de Rembrandt. De là à faire de ces artistes, ainsi que le propose Lilyane Deroche-Gurcel, les parangons d'une «modernité trans-historique, anthropologique» (p. 70) dont Simmel aurait donné la définition en même temps qu'il pressentait dans l'«avant-garde» une «tentative condamnée à l'échec» (p. 94), il y a un pas qu'il s'avère scabreux et, à mon sens, excessif de franchir.

Les catégories au travers desquelles le philosophe et sociologue berlinois aborde ce qu'il nomme le conflit de la culture moderne recèlent-elles en effet, sinon la condamnation formelle, du moins le désaveu implicite du cours pris par les arts visuels au tournant du siècle ? Lectrice de Jean Clair dont en 1983 les *Considérations sur l'état des beaux-arts* sonnèrent la charge contre le monde de l'art contemporain, Lilyane Deroche-Gurcel le rejoint dans sa croisade contre

le *minimal art*, l'art conceptuel ou, à l'inverse, l'*arte povera* et, avant lui, le dadaïsme, tantôt trop éloignés, tantôt trop proches de la vie. Ainsi l'idée selon laquelle ces démarches auraient conduit à une «impasse» (p. 99) au point que le salut vienne désormais d'un retour à la peinture, à la figure et au métier lui apparaît en gestation dans les quelques lignes jamais dédiées par Simmel à l'art abstrait sans qu'on sache d'ailleurs à quoi il pensait alors exactement ! A ses yeux, ce dernier aurait en quelque sorte vu juste avant tout le monde, du moins : avant Jean Clair auquel il appartient, écrit-elle, d'en avoir «conceptualisé les craintes» (note 4, p. 105). Lorsque ce dernier s'en prend à «l'utopie avant-gardiste» (p. 94) sous le prétexte qu'elle se conforme à un modèle, non pas emprunté au passé, mais projeté dans l'avenir, ou quand il lui reproche de sacrifier au culte de l'éphémère, du fugitif, du transitoire plutôt que d'échapper au temps et à l'histoire, il ne ferait que prolonger à son insu la leçon simmélienne alors même, empressons-nous de le souligner, que celle-ci vise d'autres fins et s'applique – excepté, il est vrai, l'impressionnisme et l'expressionnisme – à d'autres objets.

Deux points méritent à cet égard d'être notés : d'une part, faute d'une étude biographique détaillée en mesure de nous éclairer sur ce que Simmel savait des toiles et textes de Kandinsky, Malevitch ou Mondrian, il est pour le moins hasardeux de se prononcer sur de prétendues réserves à leur égard. Bien plus, on pourrait s'étonner du fait que celui-ci ne se prononce nulle part sur le livre, très tôt célèbre, du premier nommé, *Du spirituel dans l'art*, publié en 1911, où est discutée la question – il faudrait même dire : sa question – de la «nécessité intérieure» en art. D'autre part, le diagnostic simmélien apparaît bien moins tranché que le laisse entendre notre auteur, peut-être aveuglée par ses partis-pris esthétiques. Ainsi le texte de 1918, l'un des derniers, se conclut-il

sur le constat que «le présent est trop plein de contradictions pour y rester – dans la mesure sans aucun doute où il fait signe vers une mutation plus fondamentale que si elle ne concernait que la transformation d'une forme existante en une forme nouvelle. Car dans ce dernier cas, le pont entre les formes culturelles qui précèdent et celles qui suivent ne paraît jamais aussi brisé qu'il l'est actuellement, à tel point qu'apparemment il ne reste que la vie dénuée de forme en elle-même pour se placer dans la faille. Mais, sans aucun doute aussi, la vie pousse à cette mutation culturelle typique, à la création de formes nouvelles, adaptées aux forces actuelles, avec lesquelles cependant – peut-être la prise de conscience en sera-t-elle plus lente, peut-être le combat à découvert sera-t-il ajourné longtemps – un problème est chassé par un nouveau, un conflit par un suivant».² Constat empreint de perplexité, certes, mais ouvert au devenir comme il sied à une pensée non pas figée, dogmatique, mais jusqu'au bout en mouvement.

Aussi la démonstration à laquelle est vouée la seconde partie de l'ouvrage ne convainc-t-elle pas quand bien même l'auteur montre avec justesse qu'en faisant de Rodin l'incarnation de l'esprit moderne par opposition au «classicisme» (p. 140) de Michel-Ange et à son souci de perfection formelle, Georg Simmel se démarque des tenants de l'académisme, dont les normes et conventions privilégient la copie plutôt que la création. A la lumière des écrits ultérieurs de Paul Valéry, on comprend mieux la portée de cette critique ou, plus exactement, de cette théorie de l'art dont procède également l'admiration pour Rembrandt, lui qui ne prend ses distances d'avec le réel qu'afin de mieux nous en faire percevoir l'essentiel. Le peintre hollandais s'avère un maître, non parce qu'il aurait été moderne sans le

savoir, mais bien parce qu'il incarne ce mouvement, cet élan qui, de la vie à la forme, rend compte de la «tragédie de la culture». Peut-être les réticences de l'Ecole de Francfort étaient-elles dépourvues de fondement – encore que Lilyane Deroche-Gurcel aurait pu discuter avec plus de précision les arguments respectifs d'Adorno, Bloch ou Kracauer –, toujours est-il qu'on ne peut faire endosser par Simmel la condamnation du futurisme exalté d'un Marinetti ou, pis encore, spéculer sur ce qu'aurait été sa réaction vis-à-vis des *drippings* chaloupés d'un Jackson Pollock. Il y a là, à mes yeux, un abus d'interprétation. Cela dit, le recours au meilleur de la critique d'art nord-américaine, les remarques au sujet de la photographie dans le sillage de Roland Barthes, ou encore les références à la démarche d'Erwin Panofsky ou à celle, si proche, de Walter Benjamin, s'avèrent autant de pistes originales ouvertes par ce livre qui regorge de parallèles plus ou moins concluants.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage est consacrée à une réflexion sur l'ambivalence de la modernité telle que l'avait perçue Georg Simmel lorsqu'il s'interrogeait sur l'univers de la *Grosstadt*, à la fois contrainte et liberté, domicile du blasé, c'est-à-dire du mélancolique. Ainsi Lilyane Deroche-Gurcel revient-elle au volet sociologique de l'oeuvre pour nous offrir un essai, brillant, sur le thème de la mélancolie dont l'exercice de la sociabilité, la conversation permettraient, seules, de s'affranchir. Les définitions successives de l'acédie, de la mélancolie et du blase-ment présentent de nombreux traits communs au premier rang desquels le fait d'accorder de l'importance à la mesure. Qu'il s'agisse de la géométrie dans la célèbre gravure d'Albrecht Dürer ou de la place que prend l'argent dans l'approche simmélienne de la modernité, la question est celle de la réduction du qualitatif au quantitatif. Le blasé est un désenchanté de l'économie monétaire, comme le confirment aussi bien les analyses de Max

2 Simmel, Georg (1990), *Le conflit de la culture moderne, Philosophie de la modernité, t. II*, Paris: Payot, pp. 259 f.

Weber dans *L'éthique protestante* que celles de Werner Sombart dans *Le bourgeois* (à quand une réédition française ?). Les événements du monde extérieur ne l'affectent plus, il feint l'indifférence pour mieux se préserver, mais il n'est pas un malade ni un angoissé pour autant. Une fois dépouillé de ses connotations psychologiques sinon pathologiques, le thème de la mélancolie se révèle ainsi sociologiquement pertinent. Mieux encore, ce thème soutient et traverse les digressions de Simmel sur la mode, l'aventure, la coquetterie ou la politesse : à chaque fois, la valorisation du présent, ou encore le jeu de l'instant font écho à la dévaluation mélancolique du temps. Là aussi émergent ces convergences sous-jacentes au travers desquelles se vérifie la profonde unité de l'oeuvre.

L'ouvrage se conclut sur quelques observations à propos de la notion de distance ainsi que la définit Georg Simmel. Mais l'auteur se répète et reprend au chapitre sixième des développements déjà présentés en seconde partie. Malgré ces redites, il ne fait aucun doute que la foisonnante réflexion proposée par Lilyane Deroche-Gurcel relancera la recherche – et, pourquoi pas ?, la polémique – au sujet de celui qui fut et reste l'une des figures intellectuelles les plus excitantes qui soient à la veille du vingt-et-unième siècle.

André Ducret
Département de sociologie
Université de Genève

Christoph Götde und Henri Lonitz (Hg.), *Walter Benjamin: Gesammelte Briefe*, Bände I (1910–1918) und II (1919–1924), Suhrkamp Verlag, Frankfurt a.M. 1995 und 1996.

Theodor W. Adorno und Gershom Scholem haben erstmals im Jahre 1966 eine Auswahl von 332 der damals bekannten

„etwa 600“ Briefe Walter Benjamins veröffentlicht (Walter Benjamin, „Briefe 1“ und „Briefe 2“, Suhrkamp-Verlag; i. f. abgekürzt B I, B II; B I, S.10). 1995/96 sind nun, von C. Götde und H. Lonitz herausgegeben, die ersten beiden einer auf sechs Bände angelegten, „vollständigen und ungekürzten Edition der erreichbaren Briefe Walter Benjamins“ erschienen (i. f. abgekürzt B I, B II; B I, S. 519). Die Zahl der Briefe (überwiegend Fotokopien, nicht Originale), über welche die Benjamin-Sammlung des Theodor W. Adorno-Archivs in Frankfurt a.M., das für diese Edition verantwortlich zeichnet, verfügt, hat von 600 auf inzwischen rund 1270 zugenommen. Die hier anzuzeigenden Bände I und II der Gesamtausgabe enthalten 427 Briefe, die Benjamin in den Jahren 1910–1918 (Nr. 1–221) bzw. 1919–1924 (Nr. 222–427) verfasste. Davon waren rund ein Drittel, genauer 139 Schreiben Benjamins ganz oder teilweise bereits in der Ausgabe von 1966 enthalten. Was tragen die Bände I und II der Gesamtausgabe seiner Briefe zur Vertiefung oder Veränderung des Benjamin-Bildes bei, das frühere, teils unvollständige, teils auf Benjamins Briefwechsel mit jeweils nur einer Person beschränkte Editionen vermittelten?

Diese Frage ist weniger harmlos, als sie heute klingen mag. Denn um Adornos und Scholems Briefedition war 1967 – von der 68-Bewegung angeheizt – eine heftige Kontroverse entbrannt, in der insbesondere Adorno vorgeworfen wurde, er habe seine Stellung als Inhaber des bedeutendsten Benjamin-Nachlasses zur „Löschung“ der kommunistischen Züge im Benjamin-Bild, das er der Nachwelt zu vermitteln versuchte, missbraucht. Dokumente aus dem Benjamin-Nachlass des Deutschen Zentralarchivs der damaligen DDR in Potsdam schienen diesen Vorwurf zu bestätigen: Sie zeigten einen entschiedener für den „radikalen Kommunismus“ und dessen literarischen Exponenten Brecht engagierten Benjamin, als ihn Adorno und

Scholem in Kommentaren zu ihren Werkausgaben hatten in Erscheinung treten lassen.

Wie nicht selten bei solchen Kontroversen, lassen sie sich auf eine an sich zweideutige „Janusgesichtigkeit“ des Originals selber zurückführen. In Benjamin stritten bereits in den 20er Jahren, ähnlich wie 40 Jahre danach die Herausgeber und Kommentatoren seines Briefwechsels, einerseits radikal materialistische, andererseits jüdisch-theologische und metaphysische Tendenzen um die Vorherrschaft. Scholem hat in seinem schönen Buch der Erinnerungen an Benjamin behauptet, dass das „oft rätselhafte Nebeneinander der beiden Denkart, der metaphysisch-theologischen und der materialistischen“, bei Benjamin sich 1939/40, nach Hitlers Stalinpakt, in der von Scholem erhofften Richtung zugunsten der metaphysischen Richtung entschied (G. Scholem, „Walter Benjamin – die Geschichte einer Freundschaft“, Suhrkamp: Frankfurt a.M. 1975, S. 156, 275). Scholem zufolge zeigen Benjamins berühmte geschichtsphilosophischen Thesen, die er kurz vor seinem Tod als Antwort auf Stalins Pakt mit Hitler verfasste, und sein letzter erhaltener Brief an Scholem (Nr. 327 in B2), dass Benjamin zuletzt gleichsam doch noch „den Weg zu mir herüber“ nach Jerusalem, wo Scholem seit 1923 lehrte und lebte, gefunden hatte (ibid. S. 275).

Die nun (soweit erhalten) vollständig publizierten Briefe, die Benjamin von seinem 18. Geburtstag am 15. Juli 1910 an bis Ende 1924, als er 32 Jahre alt war, schrieb, widerlegen nicht, sondern bestätigen eher das Bild, das Adorno und Scholem von ihrem grossartig begabten Freund, der sie so stark beeindruckte und inspirierte, gezeichnet haben. Die mit drei Pünktchen in eckigen Klammern markierten Auslassungen der Erstausgabe der Briefe erweisen sich, insoweit man sie jetzt mit dem vollständig veröffentlichten Wortlaut der Originale vergleichen kann, als überwiegend harmlos. Keinesfalls recht-

fertigen sie den Vorwurf, aus Interesse an einem politisch einseitigen Benjamin-Bild erfolgt zu sein. Sie betreffen tatsächlich vor allem, wie Scholem im Vorwort zu B1 ausführte, „rein Technisches, Finanzielles, [Benjamins] Beziehungen zu seinen Eltern und persönliche Äusserungen über Lebende, zu deren Mitteilung wir uns nicht befugt hielten.“ (B1 S. 10)

So erfährt man heute etwa, was man bei der Lektüre der Erstausgabe der Briefe bloss erraten konnte, nämlich wer die zwei „fürchterlichen“ Personen waren, die sich im Dezember 1921 nach einer „selten missglückten und selten interessanten Vorlesung“ in einem Haus der Bendlerstrasse in Berlin auf den unglücklichen Vortragenden stürzten. „Das unmögliche Publikum dabei bildeten ausser einigen obligaten Bourgeois vor allem: [...] Martin Gumpert, einige junge Damen aus dem wilden Westen Berlins ... Zwei fürchterliche Salonlöwen, wie ich solche blutdürstiger nie gesehen, [...], stürzten sich über ihn [den Vortragenden] und zerrissen ihn völlig“ (B1, S. 287 f.). Band II S. 224 enthüllt die Identität der beiden „Salonlöwen“ – es waren Ernst Bloch und Alfred Döblin. Über ersteren äusserte sich Benjamin auch an einer anderen, von B1 ausgesparten Stelle seines Briefes vom 17. Dezember 1921 eher ungnädig: „Das neue Buch von Bloch, der ‚Münzer‘ ist einfach furchtbar, ein in sternheimisches Idiom eingedeutschter Max Weber ... [Blochs] Krisis rollt in beschleunigtem Tempo ab und grosse, zu erwartende Geldmittel aus der Erbschaft seiner Frau erleichtern ihm die innere Sammlung auch nicht. Das Niveau jedes Umgangs mit ihm liegt so niedrig, dass bei einiger persönlicher Rücksicht gar keine Spannungen mehr aufkommen können.“ (B II, S. 226)

Bloch war 1966 im Gegensatz zu anderen Personen, deren kritische Beurteilung durch Benjamin Scholem ebenfalls – eher unverständlicherweise – zensuriert hat, noch nicht verstorben. Die recht zahlreichen, Bloch betreffenden Auslassungen

der Briefausgabe von 1966 genügen demnach Scholems Grundsatz, Benjamin über lebende Personen nichts Ungutes sagen zu lassen. Bloch wären die kritischen Urteile Benjamins andererseits wohl zumutbar gewesen – er hätte sie, zumal nach Lektüre der folgenden Briefstelle, vermutlich mit Humor zur Kenntnis genommen: „Ernst Bloch ist am Mittwoch und auch sonst nicht gekommen. Er schrieb einen Brief, der ... ausführt, dass er augenblicklich nur den Umgang mit einfachen Menschen vertrüge und gereizt begründet, warum er mich nicht zu jenen zählt.“ (Nr. 297 vom 4. Oktober 1921, B II, S. 197; auch B I, S. 275)

Benjamin war in der Tat alles andere als ein „einfacher Mensch“. Adorno zufolge „eignete ihm ein fast Körperloses“ – seine „Person war von Anbeginn derart Medium des Werkes, sein Glück hatte er so sehr an seinem Geist, dass, was immer sonst Unmittelbarkeit des Lebens heisst, gebrochen wurde“ (B I, S. 14). Benjamins Briefwerk zeigt freilich, wie Benjamin sein Leben – das Leben und Leiden dessen, „den der Geist beherrscht und entfremdet“ – nicht nur widerfahren ist, sondern wie er es auch *inszeniert* hat. Bereits in einem seiner ersten erhaltenen Briefe fordert Benjamin seinen Jugendfreund Herbert Blumenthal dazu auf, seine Briefe und Karten, „wenn nicht für Dich, so als Erinnerung für mich“ aufzuheben (Nr. 5 vom 24.7.1910; B I S. 18). Am 1.8.1911 erneuert er diese Bitte: „Hebe doch bitte meine Briefe auf! Vielleicht möchte ich sie mir später einmal zur Rekonstruktion eines Tagebuches von Dir borgen.“ (B I S. 42). Denn schon für den neunzehnjährigen Benjamin „gibt es wenig schwerere schriftstellerische Aufgaben als ein Tagebuch“ (ibid. S. 42). An die Stelle flüchtiger Notate zum Tage, deren Spontaneität Benjamin misstraut, sollte in der richtig verstandenen Gattung des Reisetagebuches die Rekonstruktion einer Reise durch die Erinnerung treten: „Aus dem Tagebuch, das ich schreiben will, soll

erst die Reise erstehen. In ihm möchte ich das Gesamtwesen, die stille, selbstverständliche Synthese, deren eine Bildungsreise bedarf und die ihr Wesen ausmacht, sich entwickeln lassen.“ (Benjamin im Sommer 1912, zitiert in B I S. 51 f.)

So wie Benjamin dazu neigte, seine privaten Beziehungen literarischen Vorbildern entsprechend zu gestalten, *inszenierte* er seinen ersten Aufenthalt in der Stadt, die ihn zeitlebens wie keine andere faszinierte, nach der Grundidee seiner Tagebuchtheorie: „Ja, ich bin Pflingsten 14 Tage nach Paris hinübergefahren; an diese Stadt habe ich wenige einzelne Erinnerungen, von denen ich sagen könnte, sondern nur das Bewusstsein 14 Tage so intensiv gelebt zu haben, wie man nur als Kind lebt“ (Nr. 33 vom 5.6.1913, B I S. 105; auch B I S. 56). Benjamin bricht aufdringliche Erfahrungen gelebter Gegenwart aber nicht nur, indem er ihr Wesen mittelbar, im Medium literarischer *Erinnerung* als *gegenwärtige Vergangenheit* zu fassen sucht. Gegenwärtig „dem Geist dienen“ heisst schon für den jungen Benjamin auch, den Geist in einem religiös-metaphysischen, durchaus emphatischen Sinn zu „*erwarten*“ (Nr. 52 vom 15.9.1913, B I S. 175; auch B I S. 92). Von seinem Freund C.F. Heinle distanziert er sich im Verlaufe eines Disputs um Wesen und Idee der Jugendbewegung, in der die beiden bis zu Beginn des Ersten Weltkriegs engagiert waren, in den folgenden Worten: „Ich will die Erfüllung, die man nur erwarten kann und er erfüllen. Aber die Erfüllung ist etwas zu Ruhiges und Göttliches, als dass sie anders, als aus brennendem Winde folgen könnte. Gestern sagte ich zu Heinle: jeder von uns ist gläubig, aber es kommt darauf an, wie man an seinen Glauben glaubt. Ich denke (nicht sozialistisch, sondern in irgendeinem andern Sinne) an die Menge der Ausgeschlossenen und an den *Geist*, der mit den Schlafenden im Bunde ist nicht mit den Brüdern.“ (Nr. 57 vom 17.11.1913, B I S. 182; auch B I S. 95).

1934, in seinem Essay über Kafka, wird für Benjamin aus dem „brennenden Wind“ der „Sturm, der aus dem Vergessen herweht“: Benjamin versteht nun Schreiben ähnlich wie Kafka als „ein Ritt, der dagegen angeht“ – als Ritt eben gegen den aus dem Vergessen herwehenden Sturm (Werkausgabe Benjamin, II S. 436). Dieselbe Metapher entfaltet sich schliesslich in Benjamins Vermächtnis, seinen Reflexionen über den Begriff der Geschichte, in ihrer vollen Grösse: „Der Engel der Geschichte ... Er hat das Antlitz der Vergangenheit zugewendet ... Er möchte wohl verweilen, die Toten wecken und das Zerschlagene zusammenfügen. Aber ein Sturm weht vom Paradiese her, der sich in seinen Flügeln verfangen hat und so stark ist, dass der Engel sie nicht mehr schliessen kann. Dieser Sturm treibt ihn unaufhaltsam in die Zukunft, der er den Rücken kehrt, während der Trümmerhaufen vor ihm zum Himmel wächst. Das was wir den Fortschritt nennen, ist *dieser* Sturm.“ (ibid. I, S. 697 f.)

Zeichnen sich so bereits in den Briefen des jungen Benjamin relative *Konstanten* seines zutiefst von jüdischer Theologie und der Philosophie der Romantik geprägten Denkens ab, so begegnet man in ihnen natürlich auch – gebrochen und vielfach verschlüsselt, nie unmittelbar – den *variablen Spuren der Zeit*, in der er lebte. Der Erste Weltkrieg, den Benjamin, nachdem er vom Kriegsdienst gänzlich freigestellt worden war, so wie Ernst Bloch teilweise in der Schweiz verbrachte, kommt in den Briefen der Jahre 1914–18 zwar noch kaum zur Sprache – mit am deutlichsten noch in seiner Erwähnung des Generalstreiks in der Schweiz (Nr. 217 vom 8./9.11.1918; B II, S. 487; auch B I, S. 203), sowie im Brief Nr. 143 vom 5.3.1916 an Fritz Radt (einem der von der ersten Briefedition noch gänzlich unberücksichtigten Briefpartner Benjamins): „... weisst Du was ich tun würde, wenn ich ein Fisch wäre? Ich würde immer hinter einem Unterseeboot herschwimmen

und bellen.“ (B I, S. 316). Auf die turbulenten Nachkriegsjahre in Deutschland, mit Massenstreiks, revolutionärer linker Gewalt und weissem Terror von rechts, Ruhrbesetzung, Inflation usw., reagiert Benjamin ab 1923 dann mit zunehmend schärferer Zeitkritik. Ausser von der geistigen beginnt er notgedrungen auch von der ökonomischen Problematik einer wissenschaftlichen Existenz zu sprechen, und „Sturmzeichen“ allenthalben signalisieren ihm die zunehmende „Vereinsamung der geistigen Menschen“: „Der Gedanke durch die Flucht die Privatheit meiner Existenz, die mir unveräusserlich ist, vor der hiesigen zersetzenden Kommunikation mit dem Leeren, Nichtigen und Gewalttätigen zu retten, wird mir nachgerade zur Selbstverständlichkeit.“ (Briefe Nr. 388 und 375 vom Dezember und 24.10.1923, B II S. 404, 361; auch B I, S. 326, 306)

Einige Monate nach diesen Äusserungen, ab Mai 1924, als Benjamin während seines mehrmonatigen Aufenthaltes auf Capri sich in Asja Lacis, „eine bolschewistische Lettin aus Riga, ... Christin“, verliebte, und gleichzeitig in Georg Lukács' damals viel besprochenem Buch über „Geschichte und Klassenbewusstsein“ Motive fand, „die mir sehr vertraut oder bestätigend sind“ (B II, S. 466, 483; auch B I, S. 347, 355), tauchen in Benjamins Briefen dann unversehens marxistische Gedankenfiguren auf: Philosophen bezeichnet er als „die schlechtbezahltesten weil überflüssigsten Lakaien der internationalen Bourgeoisie“. Er lässt seinem Freund Scholem „kommunistische Signale“ als „Anzeichen einer Wendung“ zukommen, „die in mir den Willen erweckt hat, die aktuellen und politischen Momente in meinem Denken nicht wie bisher altfränkisch zu maskieren, sondern zu entwickeln, und das, versuchsweise, extrem“ (B II, S. 448, 511; auch B I, S. 344, 368). Benjamin bekennt sich Scholem gegenüber nun offen zu einer politischen Neuorientierung, die vielleicht „nicht zum besten meiner bedrohlich unterbrochenen

Arbeit“ am Trauerspielbuch, jedoch „unbedingt zum Besten einer vitalen Befreiung und einer intensiven Einsicht in die Aktualität eines radikalen Kommunismus“ erfolgte (Nr. 415 vom 7.7.1924, B II S. 473; auch B I S. 351). Die Studien, die er neben seiner Arbeit am Habilitationsprojekt, dem Trauerspielbuch, in italienischen Museen betrieb, bezeichnet er in dieser Zeit erstmals auch (in einem Brief vom 10.6.1924 an seinen akademischen Förderer G. Salomon-Delattre von der Universität Frankfurt a.M.) als Beiträge zur „Soziologie der Kunst“ (Nr. 412, B II S. 461).

Benjamin, der geheimnisvoll vielschichtige Literaturkritiker und Literaturtheoretiker, Philosoph und „Kunstsoziologe“, spielt in der heutigen Soziologie

kaum noch eine Rolle. Es wäre schön, wenn die von C. Göttsche und H. Lönitz umsichtig und kompetent besorgte Edition der Gesammelten Briefe Benjamins etwas zur Veränderung dieser Situation beitragen könnte. Dabei darf man auf die Aufschlüsse besonders gespannt sein, welche die Bände III–VI – hoffentlich – über Benjamins Beziehungen zum Frankfurter Institut für Sozialforschung und zu Georges Bataille, Roger Caillois, Michel Leiris u. a. vom Pariser „Collège de Sociologie“ (1937–1939) geben werden.

Emil Walter-Busch
Universität St. Gallen
E-Mail: Emil.Walter-Busch
@BWA.UNISG.CH